



**AUTORISATION DE TRAVAUX
AU TITRE DES ETABLISSEMENTS
RECEVANT DU PUBLIC (ERP)**

DIRECTION DES SERVICES TECHNIQUES

Date : 29 JUL. 2026

N° : ARR-DST, 2026-163

Délivré par le Maire au nom de l'Etat

DESCRIPTION DE LA DEMANDE

Dossier n° : AT 045 302 T0021	Pour : O KOACHING O LADIES
Déposé le : 22/06/2026	Opération : Aménagement d'un studio de remise en forme, coaching sportif
Demandeur : Madame JEAN-CHARLES Issoire	Sur un terrain : Parc d'Activités les Vallées
Demeurant à : 105 rue de Coutes - 45140 INGRE	Sis à : 45770 SARAN

Le Maire de la Ville de Saran,

Vu l'arrêté n° ARR_DGS_2026_087 du 31 mars 2026 portant délégation de fonction à Monsieur Philippe Dolbeault pour assurer toute fonction dans les domaines des Travaux et du Patrimoine,

VU la demande d'autorisation de construire, d'aménager ou de modifier un établissement recevant du public (ERP) susvisée ;

VU l'arrêté du 25 juin 1980 modifié portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public ;

VU le Code de la construction et de l'habitation, notamment les articles R.143-1 et suivants relatifs à la protection contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public ;

VU le Code de la construction et de l'habitation, notamment les articles R.161-1 et suivants relatifs à l'accessibilité aux personnes handicapées ;

VU l'arrêté du 8 décembre 2014 relatif à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public ;

VU l'arrêté du 20 avril 2017 relatif à l'accessibilité des établissements recevant du public existants ;

VU le courriel en date du 08 avril 2026 par lequel le SDIS 45 indique qu'aucune étude ne sera réalisée sur le dossier, l'établissement relevant des ERP de 5^e catégorie sans locaux d'hébergement ;

Considérant que l'exploitant a complété la notice de sécurité relative aux ERP de 5^e catégorie sans hébergement.

Considérant l'avis favorable émis par la Sous-Commission Départementale d'Accessibilité lors de sa séance du 20 juillet 2026 ;

ARRETE

Article 1 : l'autorisation de travaux est **ACCORDEE** pour le projet décrit dans la demande susvisée

L'établissement est classé dans le 2^e groupe de type X de 5^e catégorie.

Sous réserve, le cas échéant :

- de la prise en compte intégrale des prescriptions et recommandations du Service Départemental d'Incendie et de Secours relatives à la protection contre l'incendie dans les ERP dans son procès verbal ci-annexé au présent arrêté ;
- du respect des prescriptions proposées dans le procès verbal de la commission pour l'accessibilité ci-annexé au présent arrêté.

article 2 : A l'achèvement des travaux, l'exploitant produira une attestation de conformité de son établissement aux exigences d'accessibilité en vigueur à la date de dépôt de sa demande.

article 3 : A l'achèvement des travaux, l'exploitant demandera au maire l'autorisation d'ouverture au public conformément aux articles R.143-38 et R.143-39 du Code de la construction et de l'habitation, sauf pour les établissements de 5^e catégorie ne comportant pas de locaux à sommeil.

Article 4 : L'exploitant est tenu de maintenir son établissement en conformité avec les dispositions du code de la construction et de l'habitation et du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique précités.

Le présent arrêté concerne uniquement la demande d'autorisation de construire, d'aménager ou de modifier un établissement recevant du public susvisée. Toute modification devra faire l'objet d'une nouvelle demande.

article 5 : La présente décision peut être contestée, soit directement par la voie contentieuse, soit en formant au préalable, un recours administratif qui préserve le délai du recours contentieux.

Le recours contentieux doit être déposé dans les deux mois qui suivent la notification de la décision que vous contestez auprès du Tribunal Administratif d'Orléans – 28 rue de la Bretonnerie – 45057 ORLEANS.

Le délai de deux mois est un délai franc qui court le lendemain de la date de notification et/ou de l'affichage (ex. le délai pour contester une décision notifiée le 04 janvier court à partir du 05 janvier pour s'achever le 05 mars).

Le recours administratif peut prendre la forme d'un recours gracieux adressé à l'auteur de la décision contestée ou celle d'un recours hiérarchique auprès de l'autorité hiérarchique supérieure.

Saisie de votre recours administratif, l'administration peut :

- soit vous donner entièrement ou partiellement satisfaction, dans les deux mois qui suivent votre recours,
- soit rejeter votre demande, dans les deux mois qui suivent votre recours, par une décision expresse ou par une décision implicite de rejet en gardant le silence pendant plus de deux mois à votre réclamation.

Dans le cas d'une décision expresse ou implicite de rejet résultant de votre recours administratif, vous disposez de deux mois, délai franc, pour déposer un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif d'Orléans – 28 rue de la Bretonnerie – 45047 ORLEANS le cas échéant (articles R.421-1 à R.421-5 du code de la justice administrative).

Dans le cas d'un recours contentieux, vous pouvez saisir le Tribunal Administratif au moyen de l'application informatique « Telerecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

article 6 : Le présent arrêté sera notifié à l'exploitant, Madame JEAN-CHARLES Issoire – 105 rue de Coutes – 45140 INGRE. Une copie sera transmise à Monsieur Le Préfet du Loiret et au Service Départemental d'Incendie et de Secours relatives à la protection contre l'incendie.

Philippe Dolbeault

adjoint délégué aux travaux et au patrimoine

